

JurisMedX

Cas pratique développé & corrigé destiné aux étudiants

Droit de la famille



Laurence Petoud – Référente juridique

CAS Droits des patients & santé publique

www.jurismedx.ch – laurence@jurismedx.ch

3 septembre 2025

"Ce document est protégé par copyright. Son contenu est issu d'un travail original et ne peut être utilisé sans autorisation."



MedLegalFlow

Bienvenue dans **MedLegalFlow**, la méthode qui transforme l'approche du droit médical en un raisonnement clair et structuré. Avec cette approche, vous apprendrez à manier les règles juridiques avec précision et à appliquer le syllogisme juridique de façon efficace.

Grâce à une logique fluide et stratégique, vous maîtriserez enfin le raisonnement médical et juridique sans vous laisser submerger par la complexité des textes de loi.

Découvrez une ressource complète et interactive sur le droit médical et les droits des patients

Que vous soyez étudiant, professionnel de santé ou simplement curieux d'en savoir plus sur le droit des patients, cette banque de documents vous accompagne à chaque étape de votre apprentissage et de votre perfectionnement.

Accédez à une diversité de formats pédagogiques adaptés à tous les niveaux :

- ✓ **Quizz et QCM** progressifs pour tester vos connaissances
- ✓ **Cas pratiques** avec et sans analyse pour affiner votre raisonnement juridique
- ✓ **Fiches pratiques** claires et synthétiques pour une compréhension rapide
- ✓ **Cartes mentales et flash cards** pour mémoriser efficacement les notions clés
- ✓ **Notes de cours enrichies** tirées d'une préparation approfondie au CAS en droit des patients et de la santé publique

Pensé pour allier théorie et mise en application, cet ensemble vous offre un outil précieux dans votre démarche d'apprentissage et dans votre pratique professionnelle.

- 🔗 Transformez votre approche du droit médical grâce à une méthode structurée, dynamique et interactive !

Ce fichier est bien plus qu'un simple recueil de ressources : c'est une véritable invitation à explorer, à réfléchir, et à se dépasser. Quizz stimulants, cas pratiques captivants, analyses approfondies... Chaque section a été soigneusement conçue pour éveiller votre curiosité et affûter vos compétences.

Que vous soyez ici pour tester vos connaissances, affronter des scénarios réalistes ou plonger au cœur de la réflexion critique, vous êtes au bon endroit.

Préparez-vous à relever des défis intellectuels, à affiner vos raisonnements, et à construire les bases solides de votre maîtrise.

Le but du jeu ? Apprendre, progresser et — pourquoi pas — s'amuser un peu en chemin.

Alors, laissez-vous guider et découvrez tout ce que cette œuvre a à vous offrir.

Bonne exploration, et surtout... bon courage !



Table des matières

I.	Introduction générale	3
II.	Contexte	3
III.	Cas pratique – Reconnaissance tardive de paternité	3
(a)	Enoncé	3
(b)	Questions :	3
IV.	Résolution méthodologique	4
(a)	Analyse des faits	4
(b)	Formulation des questions juridiques	4
(c)	Identification des règles juridiques applicables	4
V.	Subsomption et résolution	4
(a)	Conditions de la reconnaissance	4
(b)	Consentement requis ?	4
(c)	Conséquences juridiques	4
VI.	Conclusion finale :	5



I. Introduction générale

La fiche pratique JurisMedX est conçue comme un **outil méthodologique clair et opérationnel**. Elle permet de transformer une situation concrète en un raisonnement juridique structuré, étape par étape.

Chaque fiche suit une logique identique : **énoncé, questions, analyse, règles de droit et solution**. Ce format facilite l'apprentissage, sécurise la démarche à l'examen et développe des réflexes utiles pour la pratique professionnelle.

Pensée comme un **guide visuel et synthétique**, elle vous accompagne aussi bien dans vos révisions que dans vos premières expériences de terrain.

II. Contexte

La reconnaissance de paternité constitue un moment juridique décisif : elle crée un lien de filiation avec toutes ses conséquences, tant patrimoniales que personnelles. Lorsqu'elle intervient tardivement, elle soulève des interrogations sur la volonté des parents, la protection de l'enfant et l'équilibre familial.

Le cas d'Émilie illustre parfaitement ces enjeux : à 17 ans, proche de la majorité, elle se trouve au centre d'une démarche unilatérale de son père biologique, à laquelle sa mère s'oppose. La question clé est donc de savoir dans quelle mesure le droit suisse permet ou limite cette reconnaissance, et quelles conséquences en découlent.

III. Cas pratique – Reconnaissance tardive de paternité

(a) Énoncé

Émilie (17 ans) vit avec sa mère, Claire, qui l'a élevée seule. Le père biologique, Alain, n'a jamais reconnu l'enfant. Aujourd'hui, à la veille de sa majorité, Alain souhaite reconnaître Émilie officiellement.

Claire s'y oppose, estimant que cette démarche est trop tardive et perturberait l'équilibre familial.

Émilie, de son côté, hésite : elle souhaite connaître son père, mais craint aussi les conflits familiaux et l'impact psychologique de cette reconnaissance tardive.

(b) Questions :

- 1) Alain peut-il reconnaître Émilie malgré l'opposition de Claire ?
- 2) Le consentement de la mère ou de l'enfant est-il requis ?
- 3) Quelles sont les conséquences juridiques d'une telle reconnaissance tardive ?



IV. Résolution méthodologique

(a) **Analyse des faits**

- **Personnes en cause** : Alain (père biologique), Émilie (17 ans), Claire (mère).
- **Lien juridique** : pas de lien de filiation paternelle établi jusqu'ici.
- **Faits pertinents** :
 - Émilie est encore mineure.
 - Alain reconnaît tardivement sa paternité.
 - Claire refuse la reconnaissance.

(b) **Formulation des questions juridiques**

- **Question brute** : Alain peut-il reconnaître Émilie malgré l'opposition de Claire ?
- **Sous-questions** :
 - Quelles sont les conditions légales de la reconnaissance de paternité ?
 - Le consentement de la mère ou de l'enfant est-il requis ?
 - Quelles sont les conséquences juridiques d'une telle reconnaissance tardive ?

(c) **Identification des règles juridiques applicables**

- **Art. 260 CC** : le père peut reconnaître un enfant mineur de son propre chef, sans besoin du consentement de la mère.
- **Art. 260a CC** : si l'enfant est mineur, l'autorité de protection de l'enfant doit être consultée afin de garantir l'intérêt supérieur de l'enfant.
- **Art. 270 ss CC** : conséquences de la filiation (nom, autorité parentale, entretien, droits successoraux).
- **Art. 296 CC** : primauté de l'intérêt supérieur de l'enfant.

V. Subsumption et résolution

(a) **Conditions de la reconnaissance**

- Art. 260 CC : Alain, en tant que père biologique, peut reconnaître Émilie tant qu'elle n'a pas 18 ans → condition remplie.

(b) **Consentement requis ?**

- La reconnaissance ne nécessite pas le consentement de la mère (Claire).
- Mais si l'enfant est mineur, l'autorité de protection peut intervenir pour s'assurer que la démarche respecte l'intérêt de l'enfant (art. 260a CC).

(c) **Conséquences juridiques**

- Émilie portera le nom de famille déterminé selon les règles de filiation (art. 270 CC).
- Alain aura une obligation d'entretien (art. 276 CC).
- Émilie aura des droits successoraux envers Alain (art. 457 CC).
- Autorité parentale : peut être attribuée ou partagée par décision du juge (art. 298 CC).



VI. Conclusion finale :

En droit suisse, la reconnaissance de paternité est largement facilitée par l'art. 260 CC, qui ne subordonne pas l'acte au consentement de la mère. Même tardive, la reconnaissance reste valable tant que l'enfant est mineur, sous réserve du contrôle exercé par l'autorité de protection.

Alain peut reconnaître Émilie malgré l'opposition de Claire. La loi ne prévoit pas de veto de la mère. Toutefois, l'autorité de protection interviendra pour vérifier l'intérêt de l'enfant. La reconnaissance entraîne des effets importants (nom, entretien, droits successoraux, autorité parentale potentielle).

Conclusion générale

La fiche pratique ne se limite pas à donner une réponse : elle vous apprend surtout à **raisonner en juriste**.

En vous exerçant avec ces modèles, vous construisez une méthode fiable pour analyser des faits, identifier les règles pertinentes et formuler une solution argumentée.

Chaque cas devient ainsi une occasion de progresser, d'affiner vos réflexes juridiques et de consolider vos connaissances.

La fiche est donc un **levier d'autonomie et de confiance**, que ce soit pour réussir vos examens ou pour affronter la pratique professionnelle avec assurance.